

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUNDGAU**

DE LA SÉANCE DU JEUDI 7 DECEMBRE 2023 A 18 H 30

*Salle culturelle et de séminaire G. RISTERUCCI (1^{er} étage) de la Halle au Blé,
située 1 place Xavier Jourdain 68130 ALTKIRCH.*

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 1^{er} décembre 2023

Étaient présents :

Mesdames et Messieurs, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Doris BRUGGER, Jean-Pierre BUISSON, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Danielle CORDIER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Annick GROELLY, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Rita HELL, Jean-Luc HEUDECKER, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, Stéphanie KELLER, André LEHMES, Michel LERCH, Clément LIBIS, Véronique LIDIN, Agnès LORENTZ, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Philippe RUF, Fabien SCHOENIG, Raphaël SCHMIDLIN, Christophe SENGELIN, Nathalie SINGHOFF, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Antoine STAMPFLER, Isabelle STEFFAN, Patrick STEMMELIN, Céline STEVANOVIC, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Aurelio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Anne-Marie BIANCOTTI et Monsieur Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote :

Madame Danièle BACH a donné procuration à Monsieur Dominique SPRINGINSFELD,
Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Paul STOFFEL,
Madame Danielle BUHLER a donné procuration à Madame Fabienne BAMOND,
Monsieur Thierry DOLL a donné procuration à Monsieur Jean-Marc METZ,
Madame Delphine FELLMANN a donné procuration à Madame Nathalie SINGHOFF,
Monsieur Serge GAISSER a donné procuration à Monsieur Clément LIBIS,
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,
Monsieur Jean-Claude SCHIELIN a donné procuration à Madame Eliane OSINSKI,
Monsieur Stéphane STALLINI a donné procuration à Madame Régine RENTZ,
Monsieur Jean WEISENHORN a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER.

Étaient excusés sans représentation :

Madame Agnès HARNIST et Messieurs Bernard BUBENDORF, Michel DESSERICH, Stéphane DUBS, Jean-Claude EGGENSPILLER, Bernard FANKHAUSER, Jean-Marie FREUDENBERGER, Germain GOEPFERT, Georges HEIM, Christian LERDUNG, Hervé WALTER.

Étaient non excusés :

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Antoine ANTONY, Pierre BLIND, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Ginette HELL, Fabien ITTY, Didier LEMAIRE, Georges SCHOLL, Marielle THOMANN, Philippe WAHL.

Ordre du jour :

1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE	133
2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 19 OCTOBRE 2023	133
3. CREATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME.....	133
4. ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	135
5. VALIDATION DES CREANCES ETEINTES.....	140
6. DECISION MODIFICATIVE N°4.....	141
7. AUTORISATION RELATIVE AUX DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2024	144
8. AVANCES SUR SUBVENTIONS 2024 POUR CERTAINES ASSOCIATIONS.....	145
9. OUVERTURE DE COMPTES AU TRESOR POUR LES BUDGETS ANNEXES SPIC.....	146
10. SIGNATURE D'UNE CONVENTION PORTANT SUR LES CONDITIONS DE RECOUVREMENT DES PRODUITS LOCAUX	146
11. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS	147
12. VERSEMENT DE LA PRIME DE POUVOIR D'ACHAT 2023.....	148
13. MISE EN PLACE D'UNE ASTREINTE DE DECISION	151
14. CREATION D'UNE FORMATION SPECIALISEE « SANTE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL » OBLIGATOIRE	152
15. APPROBATION DU PLAN DE FORMATION 2024.....	153
16. APPROBATION DU CONTRAT DE TERRITOIRE SUD ALSACE DE LA CEA	153
17. DESIGNATION D'UN NOUVEAU REPRESENTANT AU COLLEGE D'HIRSINGUE.....	154
18. ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS	154
19. COVOITURAGE : CONCLUSION D'UNE CONVENTION PARTENARIALE AVEC BLABLACAR DAILY	155
20. REVERSEMENT COMPLEMENTAIRE DE LA TAXE DE SEJOUR.....	157
21. AVIS SUR LA COMPOSITION DE LA CONFERENCE REGIONALE DE GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE DE REDUCTION DE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS	157
22. MODIFICATION DU PLUI DU SECTEUR D'ALTKIRCH : DECISION DE REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	158
23. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL	160
24. DIVERS	161

En préambule à la séance, le Président présente le Trophée des Collectivités obtenu dans la catégorie « culture » pour la médiathèque du Rocher à Ferrette, projet qui a répondu à toutes les exigences tant au niveau culturel, environnemental que social.

A l'initiative de Monsieur Aurelio TOLOSA, Vice-président en charge de la santé et des solidarités, Monsieur Bernard SAQUEPEE, administrateur à la Ligue contre le Cancer et Madame Véronique PATAT, référente locale, remettent un panneau « Espace sans tabac » à chaque commune.

Ce dispositif, co-financé par la Ligue et la CCS, s'inscrit pleinement dans les fiches actions du contrat local de santé et a pour objectif de parvenir à une génération sans tabac d'ici 2032, c'est-à-dire à moins de 5 % de fumeurs chez les jeunes de 18 ans mais aussi de préserver l'environnement de la pollution des mégots.

Les panneaux seront installés près des aires de jeu, comme l'impose le décret de 2015, et dans la continuité de ce qui a déjà été mis en place dans toute l'Alsace. Un nouveau décret, très attendu, touchera cette fois-ci les abords des écoles et tous les espaces publics extérieurs dans un espoir d'accentuer la lutte contre le tabagisme.

Madame PATAT rappelle aussi les permanences les jeudis matin à Altkirch et proposera en début d'année, deux nouvelles activités pour les patients, de la sophrologie et un atelier d'arts plastiques et de création. Ces activités destinées aux personnes malades ont comme objectif de les aider à maintenir ou à retrouver un équilibre, de retrouver confiance en elles.

1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur Benoît KENNARD est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance conformément aux articles L.2541-6 et L.2541-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 19 OCTOBRE 2023

Il est proposé au Conseil d'approuver le procès-verbal de la séance du 19 octobre 2023.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 19 octobre 2023.

3. CREATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Le Président rappelle qu'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire. Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la 1^{ère} année puis reporter d'une année sur l'autre le solde.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe de l'annualité budgétaire.

En effet, l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement ».

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. Chaque autorisation de programme comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants.

Le vote de l'autorisation de programme est accompagné d'une répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement.

Les crédits de paiement votés chaque année constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes. L'équilibre annuel budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement inscrits au budget.

Il est proposé de voter les nouvelles autorisations de programme suivantes :

BUDGET 00200 : BUDGET GENERAL

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP (€ TTC)	
	(€ TTC)	2023	2024
BORNES RECHARGES	80 672,00 €	20 732,00 €	59 940,00 €

BUDGET 00203 : ASSAINISSEMENT REGIE

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP			
		(€ HT)			
AP 20-17		2023	2024	2025	2026
FRANKEN - tranche 2	690 999,50 €	6 849,50 €	- €	- €	684 150,00 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP			
		(€ HT)			
AP 20-18		2023	2024	2025	2026
HUNDSBACH - tranche 2	570 119,50 €	7 069,50 €	- €	- €	563 050,00 €

BUDGET 00239 : EAU POTABLE REGIE

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP	
		(€ HT)	
AP 10-15		2024	2025
FERRETTE - Rue de Lucelle	150 000,00 €	140 000,00 €	10 000,00 €

Monsieur Antoine STAMPFLER demande si les travaux prévus à Walheim en 2024 seront maintenus après plusieurs reports qui ont conduit la commune à revoir son calendrier concernant des travaux de voirie, en parallèle aux travaux d'assainissement.

Monsieur Georges RISS indique que les travaux seront engagés.

Monsieur Philippe RUFİ fait part de son regret de voir les travaux d'assainissement dans sa commune, initialement programmées pour 2024, être décalés à 2026.

Il rappelle que tout avait été mis en œuvre en septembre dernier afin d'obtenir des subventions, auprès de Territoire d'Energie d'Alsace, notamment, dans le cadre d'enfouissement des lignes électriques. De même, un accord avait été obtenu avec la CeA pour la pose d'une nouvelle couche de roulement dans la continuité des travaux d'assainissement.

Cette décision a de gros impacts financiers pour la commune de Hundsbach puisque les études réalisées sont facturées alors que les subventions ne sont pas versées et les travaux non effectués.

Madame Eliane OSINSKI demande si la station d'épuration d'Illtal aura la capacité de traiter toutes ces eaux usées si autant de travaux d'assainissement sont réalisés.

Le Président rappelle que ce décalage dans le temps a pour objet de prioriser les travaux d'assainissement sur le secteur de l'agglomération d'assainissement de Waldighoffen. En effet, en raison de l'insuffisance de raccordements sur ce secteur, et donc de pollution traitée, l'Union européenne a introduit un recours en manquement à l'encontre de la France. Il convient donc d'agir rapidement.

Pour ce qui est plus précisément de la station d'épuration à Illtal, le Président explique qu'à l'heure actuelle, les charges qui arrivent à celle-ci sont insuffisantes pour que son fonctionnement soit optimal.

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, par 63 voix pour, 3 abstentions et 0 contre, adopte les autorisations de programme et crédits de paiements, tels que proposés ci-avant par son Président.

4. ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Il convient d'actualiser les autorisations de programme existantes, et les crédits de paiement en découlant, comme suit :

BUDGET 00200 : BUDGET GENERAL

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)								
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
AP 3	2 397 967,87 €									
Phase 2 – Réhabilitation de l'ancienne piscine en bassin extérieur	2 309 501,55 €	17 700,00 €	30 060,00 €	589 400,00 €	55 240,00 €	565 401,13 €	705 064,05 €	162 109,10 €	33 169,18 €	151 358,09 €

Baisse de l'AP et des crédits de paiement 2023 de 88 466,32 €.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)								
		2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
AP 4	319 749,38 €									
REVISION PLUI ILLFURTH	315 436,56 €	20 500,00 €	84 300,00 €	11 585,00 €	29 142,00 €	82 507,00 €	14 314,76 €	8 270,40 €	49 119,22 €	15 688,18 €

Baisse de l'AP de 4 311,82 €.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)								
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
AP 5	2 215 180,36 €									
Construction d'un ALSH à Spechbach	2 468 115,56 €	964,00 €	6 247,00 €	2 809,00 €	23 649,39 €	95 373,99 €	304 680,15 €	723 392,03 €	1 068 600,00 €	242 400,00 €

Augmentation de l'AP de 252 935,20 € (en raison de la révision des prix des marchés) et augmentation des CP 2023 et 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)							
		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
AP 7	1 744 709,00 €								
Construction d'un ALSH à Ferrette	1 822 100,00 €	40 565,00	42 447,34	13 629,21	91 083,21	616 351,51	763 632,08 €	254 391,65 €	

Augmentation de l'AP de 77 391 €, et baisse des CP 2023.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)					
		2018	2019	2020	2021	2022	2023
AP 10	403 353,20 €						
ELABORATION PLUI ILL ET GERSBACH	89 735,93 €	6 583,00 €	26 070,20 €	14 700,00 €	- €	26 738,83 €	15 643,90 €

Baisse de l'AP de 13 617,27 € sur les CP 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANTS CREDITS DE PAIEMENT EN TTC					
		2019	2020	2021	2022	2023	2024
AP 14							
Création d'une aire d'accueil des gens du voyage	1 856 873,87 €	20 270,40 €	23 771,62 €	468 458,89 €	1 024 372,96 €	305 810,62 €	14 189,38 €



Transfert de crédits de 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)				
		2020	2021	2022	2023	2024
AP 17						
PLUi CCA modif 2020	35 538,28 €	- €	538,28 €	- €	- €	35 000,00 €

Transfert des CP 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)			
		2021	2022	2023	2024
AP 18					
Construction d'un ALSH à Muespach-le Haut	101 944,00 €	1 944,00 €	- €	20 000,00 €	80 000,00 €

Transfert de 30 000 € de CP de 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)			
		2021	2022	2023	2024
AP 19					
Médiathèque à Ferrette	1 962 000,00 €	46 262,45 €	660 250,80 €	1 000 000,00 €	255 486,75 €

Transfert d'un montant de 130 000 € de crédits de 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)			
		2021	2022	2023	2024
AP 20					
Réhabilitation du multi-accueil à Muespach-le-Haut	330 000,00 €	- €	- €	50 000,00 €	280 000,00 €

Transfert de 150 000 € de CP de 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)				
		2022	2023	2024	2025	2026
AP 21						
PLUi Secteur	660 000,00 €	2 280,50 €	122 025,60 €	288 374,40 €	150 000,00 €	97 319,50 €

Transfert de 138 374,40 € de CP 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)		
		2022	2023	2024
AP 22	357 360,00 €			
Extension MA Ferrette	381 734,40 €	8 234,40 €	66 480,00 €	307 020,00 €

Augmentation de l'AP de 24 374,40 € et transfert de CP 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)		
		2022	2023	2024
AP 23				
ETUDE POUR LA CREATION DE LA ZAC CARSPACH	350 000,25 €	8 673,00 €	18 396,00 €	322 931,25 €

Transfert de 131 604 € de CP 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)	
		2023	2024
AP 24			
MODIFICATION PLU OLTINGUE	20 000,00 €	- €	20 000,00 €

Transfert des crédits 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP (€ TTC)	MONTANT DES CP (€ TTC)	
		2023	2024
AP 25			
PISCINE TAGOLSHEIM - REALISATION OMBRIERES	458 500,00 €	9 942,00 €	448 558,00 €

Transfert de 140 058 € de CP de 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP (€ TTC)		
	(€ TTC)	2023	2024	2025
AP 26	1 386 400,00 €			
SIEGE ALTKIRCH - RENOVATION ENERGETIQUE	1 845 375,77 €	8 513,37 €	1 335 836,96 €	501 025,44 €

Augmentation de l'AP de 458 975,77 € (ajout de la maîtrise d'œuvre, du SPS, de l'OPC et du CT) et transfert de crédits de 2023 à 2024.

BUDGET 00203 : ASSAINISSEMENT REGIE

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP				
		(€ HT)				
AP 20-1	80 000,00 €	2020	2021	2022	2023	2024
NUMERISATION DES PLANS	80 000,00 €	6 365,00 €	7 286,50 €	16 353,00 €	15 520,00 €	34 475,50 €

Transfert de crédits de 2023 à 2024 d'un montant de 34 475,50 €.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP				
		(€ HT)				
AP 20-4	1 152 850,20 €	2020	2021	2022	2023	2024
LIGSDORF : travaux d'assainissement	1 246 174,57 €	364 666,58 €	605 882,77 €	153 131,57 €	29 169,28 €	93 324,37 €

Augmentation de l'AP de 17 687,74 € et transfert de crédits de 2023 à 2024 d'un montant de 93 324,37 €

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP					
		(€ HT)					
AP 20-5	1 832 000,00 €	2020	2021	2022	2023	2024	2025
RUEDERBACH : travaux d'assainissement	1 832 000,00 €	- €	5 800,00 €	900,00 €	- €	700 000,00 €	1 000 000,00 €

Aucun crédit n'a été utilisé sur 2023, les 200 000 € prévus initialement sur 2023 ont été reportés et les crédits de 2025 et 2026 ont été répartis différemment.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP					
		(€ HT)					
AP 20-8		2021	2022	2023	2024	2025	2026
BETTENDORF : travaux d'assainissement	2 205 058,00 €	- €	10 409,00 €	- €	150 000,00 €	- €	2 044 649,00 €

Nouvelle répartition des crédits entre 2023 et 2026. Le montant global n'a pas changé.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP					
		(€ HT)					
AP 20-9	1 487 443,00 €	2021	2022	2023	2024	2025	2026
ILLTAL (HENFLINGEN) : travaux d'assainissement	1 487 443,00 €	4 000,00 €	765,00 €	- €	60 000,00 €	- €	1 422 678,00 €

Nouvelle répartition des crédits entre 2023 et 2026. Le montant global n'a pas changé.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP			
		(€ HT)			
AP 20-11	381 000,00 €	2021	2022	2023	2024
MUESPACH LE HAUT : Rue de la Vallée	402 926,91 €	0	4 077,50 €	348 849,41 €	50 000,00 €

Transfert de 28 073,09 € de 2023 à 2024 et augmentation de l'AP de 21 629,91 €.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP	
		(€ HT)	
AP 20-13		2023	2024
WALDIGHOFFEN - Rue de Bâle	350 000,00 €	7 690,20 €	342 309,80 €

Transfert de 2 309,80 € de 2023 sur 2024

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP	
		(€ HT)	
AP 20-14		2023	2024
BERENTZWILLER - tranche 2	350 000,00 €	88 110,00 €	261 890,00 €

Transfert de 201 890 € de 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP	
		(€ HT)	
AP 20-15		2023	2024
ILLTAL-OBBERDORF - tranche 3	500 000,00 €	8 476,00 €	491 524,00 €

Transfert de 1 524 € de 2023 à 2024.

BUDGET 00239 : EAU POTABLE REGIE

Il convient d'actualiser les autorisations de programme existantes, et les crédits de paiement en découlant, comme suit :

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP					
		(€ HT)					
AP 10-1		2019	2020	2021	2022	2023	2024
NUMERISATION DES PLANS	185 000,00 € 229 480,00 €	5 000,00 €	54 480,00 €		39 500,00 €	41 000,00 €	50 000,00 €

Augmentation de l'AP de 44 480 € et transfert de 5 520 € de 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP				
		(€ HT)				
AP 10-2		2020	2021	2022	2023	2024
TRAVAUX INTERCONNEXION OLTINGUE-LINS DORF	1 101 821,50 € 464 200,68 €	4 800,00 €	397 021,50 €	57 379,18 €	- €	5 000,00 €

Opération stoppée, solde des travaux payé en 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP			
		(€ HT)			
AP 10-3		2021	2022	2023	2024
TAGOLSHEIM : Grand'Rue et Rue de Mulhouse	709 922,00 € 660 057,85 €	226 215,90 €	417 168,87 €	16 673,08 €	- €

Baisse de l'AP de 49 864,15 € (Réduction des CP de 2023 et annulation de ceux de 2024).

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP		
		(€ HT)		
AP 10-4		2021	2022	2023
LIGSDORF : Rue Principale	405 075,00 € 239 461,32 €		195 206,40 €	44 254,92 €

Baisse de l'AP de 165 613,68 € sur les CP de 2023.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP				
		(€ HT)				
AP 10-5		2021	2022	2023	2024	2025
SCHEMA DE DISTRIBUTION	287 500,00 €	- €	- €	- €	200 000,00 €	87 500,00 €

Transfert des CP de 150 000 € de 2023 sur les années 2024 et 2025.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP					
		(€ HT)					
AP 10-6		2021	2022	2023	2024	2025	2026
HIRSINGUE : Rue d'Altkirch	364 800,00 € 365 000,00 €			5 708,25 €	- €	- €	359 291,75 €

Augmentation de l'AP de 200 € et transfert de 322 591,75 € de 2023 sur 2026.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP			
		(€ HT)			
AP 10-7		2021	2022	2023	2024
MUESPACH-LE-HAUT : Rue de la Vallée	220 000,00 €			153 262,00 €	68 738,00 €

Transfert de 68 738 € de 2023 sur 2024.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP		
		(€ HT)		
AP 10-8	324 385,50 €	2021	2022	2023
JETTINGEN : partie Nord	208 099,50 €	4 371,00 €	202 016,00 €	1 712,50 €

Réduction de l'AP de 116 286 € sur les CP 2023.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP		
		(€ HT)		
AP 10-9		2023	2024	2025
LIGSDORF : réservoir + traitement arsenic	500 000,00 €	- €	250 000,00 €	250 000,00 €

Transfert des 150 000 € de CP de 2023 sur les années suivantes.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP		
		(€ HT)		
AP 10-10		2023	2024	2025
BENDORF : réservoir La Saboterie	500 000,00 €	- €	250 000,00 €	250 000,00 €

Transfert des 50 000 € de CP de 2023 sur les années suivantes.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP		
		(€ HT)		
AP 10-11		2023	2024	2025
KOESTLACH-VX FERRETTE INTERCONNEXION	400 000,00 €	- €	25 000,00 €	375 000,00 €

Transfert des 15 000 € de CP de 2023 sur les années suivantes.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP		
		(€ HT)		
AP 10-12		2023	2024	2025
BOUXWILLER-WERENTZHOUSE INTERCONNEXION	500 000,00 €	- €	350 000,00 €	150 000,00 €

Transfert des 15 000 € de CP de 2023 sur les années suivantes.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP		
		(€ HT)		
AP 10-13		2023	2024	2025
RUEDERBACH : rue principale	400 000,00 €	- €	300 000,00 €	100 000,00 €

Transfert des 15 000 € de CP de 2023 sur les années suivantes.

OPERATION	MONTANT DE L'AP	MONTANT DES CP	
		(€ HT)	
AP 10-14		2023	2024
WALDIGHOFFEN - rue de Bâle	200 000,00 €	2 125,00 €	197 875,00 €

Transfert de 12 875 € de 2023 sur 2024.

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, modifie les autorisations de programme et crédits de paiements comme exposé ci-avant par son Président.

5. VALIDATION DES CREANCES ETEINTES

Les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.

L'irrécouvrabilité peut trouver son origine :

- dans la situation du débiteur (insolvabilité, parti sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritiers, etc.) ;
- dans le refus de l'ordonnateur d'autoriser les poursuites ;
- l'échec des tentatives de recouvrement ;
- une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à l'EPCI créancier et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

L'admission en non-valeur n'empêche pas la perception de la recette ultérieurement.

D'autre part, d'autres usagers bénéficient d'un effacement de leur dette, enregistré sur le compte des créances éteintes.

Par délibération DEL 078-2023 du 28 septembre 2023, le conseil communautaire à voter les créances éteintes et admissions en non-valeur pour l'exercice 2023 suivantes :

Au compte 6542 :

- 00200 – budget général : 3 177,31 € ;
- 00210 – budget valorisation des déchets : 25 253,51 € ;
- 00239 – budget eau potable régie : 2 372,75 €.

Au compte 6541 :

- 00200 – budget général : 1 067,15 € ;
- 00210 – budget valorisation des déchets : 11 694,74 € ;
- 00239 – budget eau potable régie : 20 604,20 €.

Il convient de compléter et rectifier les montants des créances éteintes comme suit en inscrivant en totalité sur l'exercice 2023 les montants suivants

Au compte 6542 :

- 00200 – budget général : 4 287,73 € ;
- 00210 – budget valorisation des déchets : 52 814,19 € ;
- 00239 – budget eau potable régie : 11 358,27 €.

Au compte 6541 :

- 00200 – budget général : 1 067,15 € ;
- 00210 – budget valorisation des déchets : 11 694,74 € ;
- 00239 – budget eau potable régie : 20 600,75 €.

Monsieur Philippe RUFI aborde à nouveau le sujet déjà évoqué par le passé sur l'importance de donner aux élus l'identité des usagers redevables. Il estime être important, au regard des sommes en jeu, de se rendre compte si les impayés sont récurrents au sein de mêmes foyers ou s'il s'agit de nouvelles difficultés rencontrées par de nouveaux usagers dans la détresse et ainsi peut-être leur venir en aide.

Le Président précise que la délibération à prendre concerne des créances éteintes et non pas de l'admission en non-valeur mais propose de réétudier juridiquement le dossier et voir ce qui est envisageable.

Monsieur Nicolas JANDER partage les dires de Monsieur Philippe RUFI mais souhaite tout de même relativiser en tenant compte du faible pourcentage que ces sommes représentent, à peine 0,1% du budget consolidé de la Communauté de Communes.



Le Conseil, par 65 voix pour, 0 abstention et 1 contre, décide de compléter et rectifier les montants des créances éteintes comme suit :

- 00200 – budget général : 4 287,73 € ;
- 00210 – budget valorisation des déchets : 52 814,19 € ;
- 00239 – budget eau potable régie : 11 358,27 €.

Il décide de rectifier les montants des admissions en non-valeur comme suit :

- 00200 – budget général : 1 067,15 € ;
- 00210 – budget valorisation des déchets : 11 694,74 € ;
- 00239 – budget eau potable régie : 20 600,75 €.

Il décide d'affecter ces dépenses aux comptes 6542 et 6541 des différents budgets.

6. DECISION MODIFICATIVE N°4

Il convient d'apporter les modifications suivantes aux budgets suivants :

BUDGET 00200 : BUDGET GENERAL

Gestionnaire	Fonction	Nature	Opératio	Chapitre	Antenne	Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
							DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
ADMIN	020	6419		013		Remb salaires supplémentaires (recettes)		40 000,00		
	01	023		023		Virement à l'investissement : régul équilibre	-517 493,00			
	01	021		021		Régul équilibre sections				-517 493,00
	01	1641		16		Remb capital emprunt : ajout crédits			100,00	
URBACCS	824	202	AP04	20		PLUi Illfurth : baisse AP/CP			- 4 311,82	
URBACCIG	824	202	AP10	20		PLUi Ill et G : baisse AP/CP			- 9 356,10	
URBACCA	824	202	AP17	20		PLUi CCA 2020 : baisse AP/CP			- 35 000,00	
URBACCS	824	202	AP21	20		PLUi secteur : baisse AP/CP			-138 374,40	
URBACCS	824	202	AP24	20		PLUi Olingue : baisse AP/CP			- 15 000,00	
MEDIAFERR	321	2051	AP19	20	INFO	Médiathèque : baisse AP/CP			- 9 100,00	
MEDIAFERR	321	2184	AP19	21		Médiathèque : baisse AP/CP			-120 900,00	
GENSVOYA	020	2312	AP14	23		Aire d'accueil : baisse AP/CP			- 14 189,38	
ZAC CARSP	90	2312	AP23	23		ZAC Carspach : baisse AP/CP			-131 604,00	
ADMIN	020	2313		23		Transfert AP/CP équilibre			347 791,57	
ADMIN	020	2313	AP26	23	TECH	Siège Altkirch : baisse AP/CP			- 41 486,63	
PISCTAGOL	413	2313	AP03	23	TECH	Piscine Tago Phase 2 : baisse AP/CP			- 88 466,32	
PISCTAGOL	413	2313	AP25	23	TECH	Piscine Tago ombrières : baisse AP/CP			-140 058,00	
PERISPECH	421	2313	AP05	23	TECH	ALSH Spechbach : augmentation AP/CP			149 600,00	
PERIFERR	421	2313	AP07	23	TECH	ALSH Ferrette : baisse AP/CP			- 36 367,92	
PERIMHT	421	2313	AP18	23	TECH	ALSH MHT : baisse AP/CP			- 30 000,00	
MAMHT	64	2313	AP20	23	TECH	MA MHT : baisse AP/CP			-150 000,00	
MAFERRETT	64	2313	AP22	23	TECH	MA Ferrette : baisse AP/CP			- 47 020,00	
ECONOMIE	90	2318	AP27	23	QP TECH HT	QP bornes recharges : inscription AP/CP			20 732,00	
	020	64111		012		Chapitre 012 : crédits supplémentaires	350 000,00			
	01	6542		65		CRÉANCES ÉTEINTES	1 111,00			
DEVLOCAL	90	65548		65		Changement de compte Infobest	- 52,25			
	01	6558		65		Changement de compte Infobest	52,25			
ATTRACT	020	657358		65		Changement de compte LEADER	- 2 500,00			
ATTRACT	020	6574		65		Nouvelles sub + LEADER	6 500,00			
	01	6718		67		Annulation recettes rattachées à tort 2022	152 000,00			
ECONOMIE	90	673		67		Annulation charges 2022	20 000,00			
TOURISME	95	7398		014		Reversement Office tourisme+CEA	5 900,00			
	01	6811		042		Amortissements complémentaires	110 000,00			
DEVLOCAL	90	2804123		040		Amortissements complémentaires			68 000,00	
ECONOMIE	90	281318		040		Amortissements complémentaires			42 000,00	
	01	198		040		Neutralisation amortissement fibre complément			2 000,00	
	01	7768		042		Neutralisation amortissement fibre complément		2 000,00		
ECONOMIE	90	281318		040		Annulation amortissements sortie bien QP			13 518,00	
CCSI	020	28132		040		Annulation amortissements sortie bien Illfurth			70 000,00	
CCSI	020	7811		042		Annulation amortissements sortie bien Illfurth		70 000,00		
ECONOMIE	90	7811		042		Annulation amortissements sortie bien QP		13 518,00		
							125 518,00	125 518,00	-407 493,00	-407 493,00

BUDGET 00210 : BUDGET VALORISATION DES DECHETS

Nature	Chapitre	Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
			DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
2135	21	Agencements : crédits supp			2 384,00	
2151	21	Installations complexes : crédits supp			2 352,00	
2184	21	MOBILIER : crédits supp			2 177,00	
2188	21	AUTRES			870,00	
2315	23	Prélèvement de crédits			- 7 783,00	
13917	040	Amortissements			2 000,00	
777	042	Amortissements		2 000,00		
10222	10	FCTVA				2 000,00
6068	011	Ajustement des comptes	17 000,00			
6281	011	Ajustement	77 000,00			
62878	011	Prélèvement de crédits	- 92 000,00			
6542	65	CREANCES ETEINTES	27 561,00			
6718	67	Apurement de recettes	13 009,00			
673	67	Prélèvement de crédits	- 3 009,00			
7718	77	Apurement de dépenses		37 561,00		
			39 561,00	39 561,00	2 000,00	2 000,00

BUDGET 00239 : BUDGET EAU REGIE

Nature	Opération	Chapitre	Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
				DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
1641		16	Capital emprunts : crédits supp			100,00	
21351		21	Prélèvement crédits			- 6 450,00	
2154		21	MATERIEL INDUSTRIEL : crédits supp			4 250,00	
2315	AP10-1	23	Plans : baisse AP/CP			- 5 520,00	
2315	AP 10-7	23	Muespach Haut : baisse AP/CP			- 68 738,00	
2315	AP 10-8	23	Jettingen - Nord : baisse AP/CP			- 116 286,00	
2315	AP 10-13	23	Ruederbach : baisse AP/CP			- 15 000,00	
2315	AP 10-14	23	Waldighoffen : baisse AP/CP			- 12 875,00	
2315		23	Transfert baisse AP/CP - équilibre			1 659 719,89	
2317	AP10-2	23	Interco Oltingue/Linsdorf : baisse AP/CP			- 666 620,82	
2317	AP10-3	23	Tagolsheim : baisse AP/CP			- 28 892,80	
2317	AP10-4	23	Ligsdorf : baisse AP/CP			- 193 195,52	
2317	AP10-6	23	Hirsingue : baisse AP/CP			- 322 591,75	
2317	AP 10-9	23	Ligsdorf - réservoir et traitement : baisse AP/CP			- 150 000,00	
2317	AP 10-10	23	Bendorf : baisse AP/CP			- 50 000,00	
2317	AP 10-11	23	Interco Koestlach/VxFerrette : baisse AP/CP			- 15 000,00	
2317	AP 10-12	23	Interco Bouxwiller/Werentzhouse : baisse AP/CP			- 15 000,00	
13111	AP 10-8	13	Jettingen - Nord : subvention				1 900,00
6542		65	CREANCES ETEINTES	10 900,00			
70111		70	VENTES D'EAU AUX ABONNES : supplément		6 900,00		
139111		040	Amortissement subvention			4 000,00	
7811		042	Amortissement subvention		4 000,00		
				10 900,00	10 900,00	1 900,00	1 900,00

BUDGET 00203 : BUDGET ASSAINISSEMENT REGIE

Gestionnaire	Nature	Opération	Chapitre	Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
					DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
	139111		040	Amortissement de subventions			42 000,00	
	777		042	Amortissement de subventions		42 000,00		
	61523		011	Equilibre section après amortissement subv	42 000,00			
	1641		16	Capital emprunt : crédits supplémentaires			1 100,39	
CCSI	21311		21	Changement de compte analytique			-294 000,00	
	21311		21	Changement de compte analytique			294 000,00	
CCSI	21532		21	Changement de compte analytique			-142 937,73	
	21532		21	Changement de compte analytique			142 937,73	
	21562		21	Prélèvements crédits			- 55 234,00	
	217311		21	BATIMENTS D'EXPLOITATION : crédits supp			720,00	
CCS	2184		21	Changement de compte analytique			- 13 500,00	
	2184		21	Changement de compte analytique			13 500,00	
	2188		21	DIVERS crédits supp			914,00	
	2315	AP 20-17	23	FRANKEN : tranche 2			6 849,50	
	2315	AP 20-18	23	HUNDSBACH : tranche 2			7 069,50	
	2315	AP 20-13	23	Waldighoffen : baisse AP/CP			- 2 309,80	
	2315	AP 20-14	23	Bérentzwiller : baisse AP/CP			-201 890,00	
	2315	AP 20-15	23	Illtal : baisse AP/CP			- 1 524,00	
	2315	AP20-8	23	Bettendorf : baisse AP/CP			-200 000,00	
	238		23	Avances non reversée : crédits supp			10 500,00	
CCIG	2315	AP 20-11	23	Muespach Haut : baisse AP/CP			- 28 073,09	
CCIG	2315	AP20-5	23	Ruederbach : baisse AP/CP			-200 000,00	
CCIG	2315	AP20-9	23	Henflingen : baisse AP/CP			-200 000,00	
	2315		23	Equilibre section après actualisation AP			854 353,00	
CCS	2315	AP20-1	23	Plans : baisse AP/CP			- 34 475,50	
					42 000,00	42 000,00	-	-

00230 BUDGET SPANC

Nature	Chapitre	Libellé	EXPLOITATION		INVESTISSEMENT	
			DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
2087	20	Annulation dépense en investissement				34 736,00
611	011	Complément crédits pour prise en charge de la dépense	1 497,00			
617	011	Equilibre	3 057,00			
28087	040	Neutralisation amortissement bien			1 496,04	
7811	042	Neutralisation amortissement bien		1 496,04		
13118	13	Annulation recette en investissement			3 325,00	
778	77	Inscription recette en exploitation		3 325,00		
139118	040	Neutralisation amortissement subvention				268,00
673	042	Neutralisation amortissement subvention	268,00			
7068	70	Arrondi de la section		0,96		
			4 822,00	4 822,00	4 821,04	35 004,00

La section est d'investissement est votée volontairement en suréquilibre. L'excédent d'investissement sera basculé en section d'exploitation lors du vote du budget. Ce budget n'a pas lieu d'avoir d'écritures en investissement.

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve les décisions modificatives telles que détaillées ci-avant.

7. AUTORISATION RELATIVE AUX DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2024

Le Président rappelle qu'entre le 1^{er} janvier 2024 et le vote du budget, aucune dépense d'investissement ne peut se réaliser (hormis pour les crédits de report et les autorisations de programme).

En vertu de l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil peut autoriser l'exécutif à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget précédent. Ne sont pas compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Conformément aux textes applicables, il est proposé au Conseil communautaire de faire application de cet article dans la limite de 25 % des montants inscrits par chapitre de dépenses d'équipement à chaque budget.

00200 – Budget général :

CHAPITRES	Montant budgétisé 2023	Montant autorisé pour 2024	Montant autorisé pour 2024 Arrondi à
20 – immobilisations incorporelles	23 240,00 €	5 810,00 €	5 810 €
204 – subventions d'équipement versées	81 272,50 €	20 318,12 €	20 300 €
21 – immobilisations corporelles	1 912 928,15 €	478 232,04 €	478 200 €
23 – immobilisations en cours	355 591,57 €	88 897,89 €	88 800 €

00239 – Budget Eau Potable régie :

CHAPITRES	Montant budgétisé 2023	Montant autorisé pour 2024	Montant autorisé pour 2024 Arrondi à
20 – immobilisations incorporelles	55 000,00 €	13 750,00 €	13 750 €
21 – immobilisations corporelles	1 277 979,43 €	319 494,86 €	319 400 €
23 – immobilisations en cours	2 747 922,90 €	1 139 410,70 €	1 139 400 €

00203 – Budget Assainissement régie :

CHAPITRES	Montant budgétisé 2023	Montant autorisé pour 2024	Montant autorisé pour 2024 Arrondi à
20 – immobilisations incorporelles	300 000,00 €	75 000,00 €	75 000 €
21 – immobilisations corporelles	1 017 353,50 €	254 338,37 €	250 000 €
23 – immobilisations en cours	869 448,27 €	217 362,06 €	217 000 €

00 – Budget SPANC : néant

00 – Budget Hôtel d'Entreprises : néant

00 – Budget ZAC Tagolsheim : néant

00210 – Budget Valorisation des Déchets :

CHAPITRES	Montant budgétisé 2023	Montant autorisé pour 2024	Montant autorisé pour 2024 Arrondi à
20 – immobilisations incorporelles	/	/	/
21 – immobilisations corporelles	312 600 €	78 150 €	78 150 €
23 – immobilisations en cours	1 723 948,41 €	430 987,10 €	430 987 €

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, autorise son Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite des crédits ci-avant exposés, pour les budgets concernés, avant le vote des budgets primitifs 2024.

8. AVANCES SUR SUBVENTIONS 2024 POUR CERTAINES ASSOCIATIONS

Le Président expose qu'afin de permettre à certaines associations de faire face à leurs dépenses de début d'année, notamment en matière de charges salariales, et pour tenir des engagements liés à des échéances définies par convention, il est nécessaire d'attribuer à certaines associations ou organismes divers, avant le vote du budget primitif 2024, un acompte sur leur subvention annuelle. Cette avance pourrait représenter 25 % de la subvention allouée en 2023, à savoir :

- **Association pour l'Enfance d'Altkirch**, pour le financement du service petite enfance et enfance d'Altkirch, pour un montant de 100 000 € (subvention 2023 : 400 000 €) ;
- **Maison des Jeunes et de la Culture d'Altkirch** pour un montant de 67 700 € (subvention 2023 : 270 800 €) ;
- **L'Ecole de Musique du Sundgau** pour un montant de 27 500 € (subvention 2023 : 110 000 €) ;
- **L'Office du Tourisme Intercommunautaire du Sundgau** pour un montant de 42 500 € (subvention 2023 : 170 000 €).

Le Président rappelle également que les subventions dont le montant annuel en numéraire dépasse la somme de 23 000 € prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, donnent lieu de manière obligatoire à la conclusion d'une convention précisant les objets, durée, montant, modalités de versement et conditions d'utilisation de la subvention.

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide de verser, pour l'exercice 2024, les avances sur subventions à venir aux associations ci-dessus mentionnées, et aux montants ainsi indiqués.

Il décide que ces crédits seront repris dans le cadre du budget primitif 2024, chapitre 65 – compte 6574 « Subvention aux personnes de droit privé ».

Il autorise son Président à finaliser et à signer les conventions correspondantes.

9. OUVERTURE DE COMPTES AU TRESOR POUR LES BUDGETS ANNEXES SPIC

Le Président expose qu'en application des articles L.1412-1 et L.2221-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, une collectivité ou un EPCI qui exerce une activité qualifiée de SPIC doit obligatoirement individualiser cette activité industrielle et commerciale dans un budget annexe dédiée, doté a minima de l'autonomie financière.

Actuellement les budgets annexes de la Communauté de communes Sundgau ne disposent pas de comptes financiers propres (compte 515) ; les budgets annexes sont rattachés au budget principal de la Communauté de communes par le compte de liaison 451.

La Chambre régionale des comptes, à l'occasion de son rapport d'observation sur les exercices 2017 à 2022 a notamment fait ce rappel de droit en demandant à la Communauté de Communes de doter ces budgets annexes de comptes au Trésor.

C'est pourquoi, il est proposé de régulariser la situation au 1^{er} janvier 2024, en dotant les budgets annexes de leur propre compte au Trésor, qui seront abondés à hauteur des sommes disponibles sur le compte de rattachement 451.

Les budgets annexes concernés sont les suivants :

- 00239 BUDGET EAU POTABLE ;
- 00203 BUDGET ASSAINISSEMENT ;
- 00230 BUDGET SPANC ;
- 00225 BUDGET HOTEL D'ENTREPRISES ;
- 00210 BUDGET VALORISATION DES DECHETS.

Lors de la séance du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, prend acte de la création du 1^{er} janvier 2024 d'un compte au trésor distinct pour chaque budget annexe suivant :

- 00239 BUDGET EAU POTABLE ;
- 00203 BUDGET ASSAINISSEMENT ;
- 00230 BUDGET SPANC ;
- 00225 BUDGET HOTEL D'ENTREPRISES ;
- 00210 BUDGET VALORISATION DES DECHETS.

10. SIGNATURE D'UNE CONVENTION PORTANT SUR LES CONDITIONS DE RECOUVREMENT DES PRODUITS LOCAUX

Le Président explique qu'il convient de renforcer les relations de travail existant entre la Communauté de Communes et les services du comptable public dans le but d'améliorer le recouvrement des produits locaux et de mettre en œuvre la sélectivité de l'action en recouvrement.

Aussi, il est proposé de signer une convention en ce sens qui formalise ce partenariat et notamment toutes les procédures qui pourront être engagées.

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve la convention de recouvrement des produits locaux avec les services du comptable public, telle que présentée par son Président.

Il autorise son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.

11. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Les postes permanents à créer sont les suivants :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Date de début	Observations
1	ENFANCE	Adjoint d'animation	27,5/35ème	01/01/2024	2023-12-P-01
1	ATTRACTIVITE	Ingénieur	35 h	01/02/2024	2023-12-P-02
1	ATTRACTIVITE	Attaché	35 h	01/01/2024	2023-12-P-03
1	ASSAINISSEMENT	Technicien	35 h	01/01/2024	2023-12-P-04
1	ASSAINISSEMENT	Technicien	35 h	01/01/2024	2023-12-P-05
1	EAU/ ASSAINISSEMENT	Ingénieur	35 h	01/01/2024	2023-12-P-06
1	EAU/ ASSAINISSEMENT	Ingénieur principal	35 h	01/01/2024	2023-12-P-07
1	ATTRACTIVITE	Ingénieur principal	35 h	01/01/2024	2023-12-P-08
1	SPORT	ETAPS principal 1ère classe	35 h	01/01/2024	2023-12-P-09
2	ENFANCE	Adjoint d'animation principal 1ère classe	35 h	01/01/2024	2023-12-P-10 2023-12-P-11
1	PETITE ENFANCE	Educateur de jeunes enfants classe exceptionnelle	35 h	01/01/2024	2023-12-P-12
1	COMPTABILITE	Adjoint administratif principal 1ère classe	35 h	01/01/2024	2023-12-P-13
2	PETITE ENFANCE	Adjoint d'animation principal 2ème classe	35 h	01/01/2024	2023-12-P-14 2023-12-P-15
1	PETITE ENFANCE	Auxiliaire de puériculture classe supérieure	35 h	01/01/2024	2023-12-P-16
1	VALORISATION DES DECHETS	Adjoint technique	35 h	01/01/2024	2023-12-P-17
1	PETITE ENFANCE	Adjoint technique	35 h	01/01/2024	2023-12-P-18
1	MA FERRETTE	Adjoint d'animation	35 h	01/01/2024	2023-12-P-19
1	MA FERRETTE	Infirmière	35 h	01/01/2024	2023-12-P-20
1	PISCINE FERRETTE	Adjoint technique	35 h	13/12/2024	2023-12-P-21
1	SERVICE TECHNIQUE	Adjoint technique	35 h	01/01/2024	2023-12-P-22
1	PISCINE TAGOLSHEIM	Adjoint administratif	20/35ème	01/01/2024	2023-12-P-23

Les emplois non permanents sont à créer :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Motif	Date de début	Date de fin	Ech.	Observations
1	RESSOURCES HUMAINES	Adjoint administratif	17,5/35	Complément mi-temps thérapeutique	01/01/2024	31/12/2024	1	2023-12-NP-01
3	ENFANCE	Adjoint d'animation	10/35	Recrutements non aboutis	01/01/2024	31/12/2024	1	2023-12-NP-02 2023-12-NP-03 2023-12-NP-04
3	ENFANCE	Adjoint d'animation	20/35	Recrutements non aboutis	01/01/2024	31/12/2024	1	2023-12-NP-05 2023-12-NP-06 2023-12-NP-07
1	PISCINE TAGOLSHEIM	OTAPS	9/35	Complément	01/01/2024	31/12/2024	1	2023-12-NP-08
1	PISCINE FERRETTE	Adjoint technique	35 h	Remplacement d'un agent parti	13/12/2024	12/12/202	1	2023-12-NP-09

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, modifie le tableau des effectifs, comme indiqué ci-dessus.

Il autorise son Président à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par le Code Général de la Fonction Publique pour remplacer les agents momentanément indisponibles sur les postes créés ci-dessus.

Il autorise les agents nommés sur lesdits postes à percevoir des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires.

12. VERSEMENT DE LA PRIME DE POUVOIR D'ACHAT 2023

Le Président expose que le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale prévoit que les organes délibérants des établissements publics peuvent instituer une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire est instaurée, dans les conditions fixées ci-après.

Les agents publics bénéficiaires de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire sont :

- les fonctionnaires territoriaux stagiaires et titulaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, en position d'activité ou en service détaché ;
- les agents contractuels territoriaux de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, régis par le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- les assistants maternels et assistants familiaux, mentionnés à l'article L. 422-6 du code de l'action sociale et des familles.

En revanche, sont exclus du bénéfice de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire :

- les agents publics éligibles à la prime de partage de la valeur, prévue au I de l'article 1^{er} de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;

- les élèves et étudiants en formation en milieu professionnel ou en stage avec lesquels les employeurs publics sont liés par une convention de stage dans les conditions prévues au 2^{ème} alinéa de l'article L. 124-1 du code de l'éducation ;
- les agents contractuels de droit privé, régis par le code du travail (apprentis, contrats aidés, etc...).

Peuvent bénéficier de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire, les agents publics bénéficiaires qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

- avoir été nommés ou recrutés par une collectivité territoriale ou un établissement public administratif, mentionné à l'article L. 4 du code général de la fonction publique, à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ;
- être employés et rémunérés par une collectivité territoriale ou un établissement public administratif, mentionné à l'article L. 4 du code général de la fonction publique, au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Les agents publics de l'Etat et hospitaliers détachés au sein d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public administratif, mentionné à l'article L. 4 du code général de la fonction publique, sont éligibles à la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire, en tenant compte de l'ancienneté acquise dans l'ensemble de la fonction publique.

La rémunération brute de référence correspond à celle définie à l'article L. 136-1-1 du code de la sécurité sociale, de laquelle sont déduits les éléments suivants de rémunération, versés au titre de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 :

- l'indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat, prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008 relatif à l'instauration d'une indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat ;
- les éléments de rémunération mentionnés à l'article 1^{er} du décret n° 2019-133 du 25 février 2019 portant application aux agents publics de la réduction de cotisations salariales et de l'exonération d'impôt sur le revenu au titre des rémunérations des heures supplémentaires ou du temps de travail additionnel effectif, dans la limite du plafond prévu à l'article 81 quater du code général des impôts.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire est versée par :

- la collectivité territoriale ou l'établissement public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023 ;
- chaque collectivité territoriale ou établissement public administratif, lorsque plusieurs collectivités territoriales ou établissements publics administratifs, mentionnés à l'article L. 4 du code général de la fonction publique, emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023.

Le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire est déterminé en application du barème suivant :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

Le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire, déterminé en application du barème, est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité ou l'établissement qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée selon les modalités prévues précédemment pour correspondre à une année pleine.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent simultanément l'agent au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque collectivité ou établissement, corrigée selon les modalités prévues précédemment pour correspondre à une année pleine.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire peut être versée en une ou plusieurs fractions avant le 30 juin 2024.

Il est proposé :

- de verser la prime aux agents de la Communauté de communes Sundgau pour la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 ;
- que la prime sera versée au mois de mars 2024, en une seule fois ;
- de fixer les montants comme suit :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat	Montant de la prime de pouvoir d'achat fixé par la CCS
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €	300 €

- de moduler les montants précités selon le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023.

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide d'instaurer la prime du pouvoir d'achat selon les critères présentés ci-dessus.

Il fixe le montant de la prime versée comme suit :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat	Montant de la prime de pouvoir d'achat fixé par la CCS
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €	300 €

Il dit que la prime sera versée aux agents concernés avec le salaire du mois de mars 2024.

13. MISE EN PLACE D'UNE ASTREINTE DE DECISION

Le Président explique qu'il appartient à l'organe délibérant de déterminer, après avis du comité social territorial, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Par délibérations DEL-151-2017 du 7 décembre 2017, DEL-134-2018 du 25 octobre 2018 et DEL-186-2019 du 12 décembre 2019, le Conseil communautaire a instauré le régime de l'astreinte d'exploitation et ses conditions d'application.

Il convient aujourd'hui de mettre en place une astreinte de décision destinée au personnel d'encadrement qui peut être joint en dehors des heures d'activité normale du service pour prendre les mesures et dispositions nécessaires.

Il est donc proposé de mettre en place l'astreinte de décision selon les conditions suivantes :

- Cas de recours aux astreintes : support téléphonique et conseils aux agents en astreintes de décision sur les équipements suivants :
 - Réseaux et équipements en matière d'eau potable,
 - Réseaux et équipement en matière d'assainissement collectif,
 - Piscine,
- Modalités d'organisation : la semaine (après les heures habituelles de travail) et le week-end ;
- Contact de l'agent en astreinte : via un téléphone portable spécifique de la CCS ;
- Emplois concernés : agents titulaires, stagiaires, ou non-titulaires de la filière technique des catégories A ; B et C, relevant des services ci avant nommés, ayant une fonction d'encadrement ou de soutien technique ;
- Mode de compensation des temps d'intervention :
 - Rémunération jusqu'à 60 heures d'intervention via l'IHTS (hors catégorie A),
 - Au-delà de 60 heures : repose compensateur égal à la durée d'intervention,
- Cette astreinte ne donne pas lieu à déplacement.

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, instaure l'astreinte de décision pour les équipements suivants :

- Réseaux et équipements en matière d'eau potable,
- Réseaux et équipement en matière d'assainissement collectif,
- Piscine.

Il dit que l'astreinte sera organisée en semaine.

Il dit que l'astreinte pourra être effectuée par des agents titulaires, non titulaires ou stagiaires de la filière technique des catégories A, B et C, relevant des services ci avant nommés, ayant une fonction d'encadrement ou de soutien technique.

Il dit que le mode de compensation des temps d'intervention sera le suivant :

- Rémunération jusqu'à 60 heures d'intervention via l'IHTS (hors catégorie A),
- Au-delà de 60 heures : repose compensateur égal à la durée d'intervention.

14. CREATION D'UNE FORMATION SPECIALISEE « SANTE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL » OBLIGATOIRE
--

Le Président indique que, pour les collectivités et les établissements publics territoriaux dotés de leur propre comité social territorial, la création d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail obligatoire dès lors qu'elles emploient au moins 200 agents.

Cette formation est dénommée « formation spécialisée du comité ». Sauf lorsque ces questions se posent dans le cadre de projets de réorganisation de services examinés directement par le comité social territorial, la formation spécialisée est compétente pour connaître des questions relatives :

- à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène et à la sécurité des agents dans leur travail ;
- à l'organisation du travail ;
- au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques ;
- à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes.

Comme le comité social territorial, la formation spécialisée comprend des représentants du personnel et des représentants de l'administration.

Le nombre de représentants du personnel titulaires et suppléants siégeant au sein de la formation spécialisée doit être le même que le nombre de représentants titulaires et suppléants du personnel siégeant au comité social territorial auquel il est rattaché, à savoir :

- 4 représentants titulaires du personnel, désignés, par les organisations syndicales concernées, parmi ses titulaires ou suppléants siégeant au comité social territorial ;
- 4 représentants suppléants du personnel, librement désignés par les organisations syndicales siégeant au comité social territorial parmi les électeurs éligibles.

Ces désignations auraient dû intervenir dans un délai d'un mois à compter de la proclamation des résultats des élections professionnelles du 8 décembre 2022. Il convient donc de régulariser cette création.

Le nombre de représentants titulaires et suppléants du collège élu siégeant au sein de la formation spécialisée ne peut pas excéder le nombre de représentants désignés par les organisations syndicales. Ce nombre peut, néanmoins, être inférieur. Il est ainsi proposé que l'autorité territoriale puisse désigner :

- 4 représentants titulaires du collège élu, désignés par l'autorité territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents relevant du périmètre du comité social territorial auquel la formation spécialisée est rattachée ;
- 4 représentants suppléants du collège élus, également désignés par l'autorité territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents relevant du périmètre du comité social territorial auquel la formation spécialisée est rattachée.

Le président de la formation spécialisée du comité sera désigné par l'autorité territoriale parmi les membres de l'organe délibérant désignés en tant que représentants titulaires de l'administration siégeant au sein de la formation spécialisée.

Il est également proposé de donner voix délibérative au collège élus. Ainsi, l'avis de la formation spécialisée serait considéré rendu dès lors qu'auraient été recueillis, d'une part, l'avis des représentants du personnel et, d'autre part, celui des représentants des élus.

Les domaines de compétences et les modalités d'action de la formation spécialisées sont détaillés dans le règlement intérieur du comité social territorial et portés à la connaissance des agents.

Lors de sa séance du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, fixe le nombre de membres de la formation spécialisée de la manière suivante :

- 4 représentants titulaires du personnel ;
- 4 représentants suppléants du personnel ;
- 4 représentants titulaires de l'administration ;
- 4 représentants suppléants de l'administration.

Il donne voix délibérative au collège des représentants du collège élus siégeant au sein de la formation spécialisée du comité.

15. APPROBATION DU PLAN DE FORMATION 2024

Le Président expose qu'élaborer et proposer aux agents de la collectivité un plan de formation est une nécessité qui, conformément aux prescriptions de la loi du 19 février 2007, doit répondre simultanément aux besoins des agents et à ceux de l'EPCI. Ce plan traduit pour une période donnée les besoins de formation individuels et collectifs.

Ce plan de formation, prévu pour l'année 2024, recense les besoins de formation individuels et collectifs des agents.

Ces propositions d'actions pourront, au cours de la période retenue, faire l'objet d'adaptations en fonction des besoins plus spécifiques de certains des agents. Il sera alors possible de compléter l'actuelle proposition pour l'adapter aux besoins de notre organisation et aux sollicitations de nos personnels.

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le plan de formation 2024 pour le personnel communautaire tel qu'il lui a été présenté par son Président.

16. APPROBATION DU CONTRAT DE TERRITOIRE SUD ALSACE DE LA CEA

Le Président expose que la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) a adopté sept contrats de territoire 2022-2025, dont celui du sud Alsace, afin d'accompagner les communes et intercommunalités dans la réalisation de projets qui renforcent l'attractivité du territoire.

Les enjeux et objectifs opérationnels retenus au titre du Contrat de Territoire Alsace sont les suivants :

- Enjeu attractivité : favoriser le développement de l'économie présentielle du territoire ;
 - Soutenir les projets visant à renforcer l'attractivité touristique du Sud Alsace,
 - Soutenir les projets favorisant l'insertion et le retour à l'emploi.
- Enjeu environnement/écologie : soutenir la transition énergétique du territoire ;
 - Diversifier l'offre des mobilités sur le territoire et encourager l'intermodalité,
 - Soutenir le territoire dans sa dynamique de transition énergétique et alimentaire et dans sa dynamique de sensibilisation à l'environnement.
- Enjeu cohésion sociale : accompagner l'attractivité résidentielle du Sud Alsace ;
 - Améliorer le niveau de service à la population via l'accompagnement du développement de services de proximité qui concourent au maintien de l'équilibre intergénérationnel : amélioration de l'offre des services de santé, réussite éducative des collégiens, accompagnement des seniors et renforcement de la coopération transfrontalière et du bilinguisme,
 - Habitat et centralité : soutenir les projets inscrits dans les dispositifs Petites Villes de Demain et Quartier Prioritaire de la Ville.

Le bénéfice d'un soutien de la CeA au titre des fonds financiers dédiés est conditionné, conformément aux règlements desdits fonds, par l'adoption, par les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressés, d'une délibération approuvant la signature du Contrat de Territoire Alsace correspondant.

Lors de sa réunion du 9 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le contrat de territoire Sud Alsace de la Collectivité européenne d'Alsace.

Il autorise son Président à signer ce contrat et tous actes s'y rapportant.

17. DESIGNATION D'UN NOUVEAU REPRESENTANT AU COLLEGE D'HIRSINGUE

La Communauté de Communes était jusqu'alors représentée par Madame Emilie BUCHON au conseil d'administration du collège d'Hirsingue. Celle-ci ayant démissionné de son mandat de conseillère communautaire, il convient à présent de désigner un nouveau représentant.

Lors de sa réunion du 9 novembre dernier, le Bureau a proposé la candidature de Monsieur Jean ZURBACH.

Le Conseil, à l'unanimité, désigne Monsieur Jean ZURBACH en tant que représentant de la Communauté de Communes Sundgau au conseil d'administration du collège d'Hirsingue.

18. ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

Le Président indique que la Maison de l'Emploi et de la Formation (MEF) Mulhouse Sud Alsace exerce ses missions à l'échelle du territoire sud Alsace en accompagnant les collectivités et les entreprises sur des missions telles que la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences avec la création d'une plateforme de ressources humaines territoriale, la valorisation de certaines filières de métiers comme par exemple celle des métiers de la forêt et du bois ou encore l'accompagnement des collectivités et des entreprises dans l'insertion des clauses sociales dans les marchés publics. La MEF Mulhouse Sud Alsace a également élaboré un guide du chef d'entreprise permettant d'identifier les bons interlocuteurs, et participe aux salons de l'emploi.

Sur le territoire de la Communauté de Communes Sundgau, la MEF a accompagné une quinzaine d'entreprises sur le thème de la plateforme ressources humaines, a également participé à promotion des métiers du social et médico-social et du bois avec des visites d'entreprises locales.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 2 000 € à la MEF Mulhouse Sud Alsace au titre de leur accompagnement sur le territoire pour l'année 2023.

Par ailleurs, dans la cadre de l'évènement « Mon centre-bourg a un incroyable commerce », qui s'est tenu du 2 au 3 juin dernier, il est proposé d'attribuer une subvention de 2 000 € à l'association Altkirch Traditions.

SUBVENTIONS HORS CONVENTIONNEMENT

ASSOCIATIONS	PROPOSITION 2023	SUBVENTION ATTRIBUEE EN 2022
Maison de l'Emploi et de la Formation Mulhouse Sud Alsace	2 000 €	2 000 €
Association Altkirch Traditions	2 000 €	/

Lors de ses réunions des 8 juin et 9 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide d'attribuer les subventions comme suit :

ASSOCIATIONS	MONTANT
Maison de l'Emploi et de la Formation Mulhouse Sud Alsace	2 000 €
Association Altkirch Traditions	2 000 €

Il dit que les subventions seront imputées au budget principal 2023, chapitre 65, article 6574, où les crédits nécessaires ont été inscrits.

19. COVOITURAGE : CONCLUSION D'UNE CONVENTION PARTENARIALE AVEC BLABLACAR DAILY

Le Président rappelle que le covoiturage, inscrit dans la loi LOM du 24 décembre 2019, relève de la compétence des autorités organisatrices des mobilités (AOM). Il constitue également un levier pour les entreprises à travers la mise en place du forfait de mobilité durable.

Aussi, le gouvernement encourage le développement de la pratique du covoiturage courte distance avec le lancement du Plan national covoiturage du quotidien. Il affiche l'objectif de tripler le nombre de trajets réalisés en covoiturage d'ici 2027. C'est pourquoi, il a mis en place en 2023 plusieurs aides financières via le Fonds vert pouvant atteindre 50% des dépenses.

C'est dans ce but qu'une réflexion est menée autour d'une stratégie globale de la voiture partagée. Après le lancement d'une première expérimentation d'autostop portée par le PETR Pays du Sundgau, il est proposé de développer le covoiturage courte distance du quotidien. Sa pratique est actuellement plus faible sur le territoire alors que son potentiel est important en raison des axes structurants qui connaissent des flux routiers massifs. Une concertation a été menée avec les intercommunalités du Haut-Rhin pour mettre en place un service cohérent à cette échelle. Dans le cadre du Schéma directeur des mobilités du Haut-Rhin, il est proposé dans ce schéma de "mettre en place un service commun entre plusieurs intercommunalités (dont Saint-Louis Agglomération et Mulhouse Alsace Agglomération), avec une participation de la Région Grand Est, et en s'appuyant sur les

employeurs intéressés. A ce jour, 6 collectivités se sont lancées dans un partenariat avec le prestataire privé BlablacarDaily (fusion de Klaxit et BlablacarDaily en 2023).

En vertu de l'article L.1231-15 du code des transports, la Communauté de Communes Sundgau, en sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité, peut mettre en place des incitations financières pour les passagers et/ou les conducteurs qui auront réalisé des trajets en covoiturage. Dès lors, il est proposé de suivre les orientations issues de la concertation et de fixer une enveloppe maximale de 20 000 €. Celle-ci permettra de rémunérer le conducteur entre 2€ et 3€ par trajet et selon la distance parcourue, sachant que le passager versera au conducteur un coût fixe de 0,50€.

	Trajet de 2 à 20km	Trajet de 20 à 30km	Au-delà de 30km
Gain conducteur	2€ par passager transporté	2€ par passager transporté + 0,10€/km au-delà de 20km et par passager transporté	3€ par passager transporté
Incitation de la collectivité	1,50€ par passager transporté	1,50€ par passager transporté + 0,10€/km au-delà de 20km et par passager transporté	2,50€ par passager transporté
Reste à charge pour le passager	0,50€	0,50€	0,50€

Des coûts annexes liés aux frais de transaction, l'accompagnement de la collectivité par l'opérateur, les animations ainsi que les ateliers de sensibilisation dans les entreprises. Ces services annexes représentent un coût annuel estimé à 13 920 € TTC.

Une participation de 50% sera sollicitée via le Fonds vert sur l'ensemble de ces dépenses.

Madame Véronique LIDIN demande si les trajets se font uniquement en intra ou peuvent aussi se faire en dehors du territoire de la Communauté de Communes.

Monsieur Christian SUTTER précise que les déplacements peuvent se faire vers ou depuis tous les territoires ayant adhéré au dispositif mais et que c'est la collectivité d'arrivée, ayant adhéré au dispositif, qui prend en charge la participation financière du trajet.

Monsieur Bertrand IVAIN adhère au principe mais se questionne sur l'encadrement et la gestion du dispositif. Monsieur Christian GRIENENBERGER émet également quelques réserves quant au contrôle des personnes transportées.

Le Président propose d'étudier ce point de contrôle et de gestion du service.

Monsieur Fabien SCHOENIG demande si la CCS, en tant que financeur, peut être incriminée en cas d'accident.

Monsieur Christian SUTTER dit que seule la responsabilité du conducteur sera engagée en cas d'accident et aucunement celle du financeur.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve l'attribution d'une aide financière de 20 000 € aux conducteurs bénéficiaires, versée par l'intermédiaire de l'opérateur de covoiturage qui sera retenu.

Il autorise son Président à solliciter tous les financements possibles sur cette opération, notamment le Fonds Vert.

Il autorise son Président à signer la convention avec l'opérateur Blablacar Daily ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2024.

20. REVERSEMENT COMPLEMENTAIRE DE LA TAXE DE SEJOUR

Le Président rappelle que dans le cadre de sa compétence développement économique / promotion du tourisme, la Communauté de Communes a institué et déterminé les tarifs de la taxe de séjour par délibération du 27 septembre 2018 et est chargée de son recouvrement.

Le produit de cette taxe a pour but de favoriser la fréquentation touristique afin d'agir sur l'attractivité du territoire en matière touristique. De ce fait, il doit permettre de couvrir les dépenses afférentes à tout projet de promotion touristique.

Cette mission étant dévolue à l'Office du Tourisme Intercommunautaire du Sundgau, l'intégralité de la taxe de séjour lui est reversée, part départementale déduite.

La Communauté de Communes Sundgau a perçu à ce jour au titre de la taxe de séjour 2022 auprès des hébergeurs la somme de 38 906,65 € dont il reste à ce jour 5 861,97 € à verser.

Il convient de procéder au versement complémentaire comme suit :

- part pour l'Office du Tourisme Intercommunautaire du Sundgau : 5 329,06 € ;
- part à reverser à la Collectivité Européenne d'Alsace : 532,91 €.

Lors de sa réunion du 9 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide le reversement complémentaire de la taxe de séjour à l'Office de Tourisme Intercommunautaire du Sundgau d'un montant de 5 329,06 €.

Il décide le reversement complémentaire de la taxe additionnelle à la Collectivité européenne d'Alsace d'un montant de 532,91€.

21. AVIS SUR LA COMPOSITION DE LA CONFERENCE REGIONALE DE GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE DE REDUCTION DE L'ARTIFICIALISATION DES SOLS

Le Président indique que la loi du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux a institué une nouvelle instance de gouvernance de cette politique publique.

A l'instar de la conférence régionale des SCoT, qu'elle remplace, cette conférence régionale de gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols sera une instance importante pour une mise en œuvre de l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette (ZAN), sa territorialisation dans le SRADDET et sa mise en œuvre par les territoires.

Cette conférence régionale sera amenée à formuler des propositions pour la territorialisation du ZAN dans le SRADDET, des avis sur la qualification des projets d'envergure nationale, européenne ou régionale ou tout sujet lié à l'objectif de réduction de l'artificialisation.

La loi du 20 juillet 2023 prévoit une composition type mais permet à la Région de l'adapter après une procédure de concertation formelle des EPCI compétents en matière d'urbanisme et des communes ayant conservé la compétence.

Le Président de la Région Grand Est, après avoir consulté les associations et fédérations des collectivités, propose que cette conférence soit composée comme suit :

- 15 représentants de la Région ;

- 10 représentants des structures porteuses des SCOT (SCOT de l'agglomération Messine, SCOT de la Région de Strasbourg, SCOT des Vosges Centrales, SCOT des Territoires de l'Aube, SCOT du Pays Barrois, SCOT de la Multipôle Nancy Sud Lorraine, SCOT de l'Arrondissement de Sarrebourg, SCOT du Pays de Langres, SCOT Rhin Vignoble Grand Ballon, SCOT d'Eprenay et sa Région) ;
- 15 représentants des EPCI compétents en matière d'urbanisme, dont un par département, un minimum de trois représentants des territoires non couverts par les SCOT (CC Ardennes Thiérache, CC du Pays Rethélois, CC du Pays d'Othe, CU du Grand Reims, CA de Chaumont, CC du Bassin de Pompey, Métropole du Grand Nancy, CA du Grand Verdun, CC de l'Aire à l'Argonne, Eurométropole de Metz, CC de Hanau la Petite Pierre, Eurométropole de Strasbourg, CA de Mulhouse Alsace Agglomération, CC de l'Ouest Vosgien, CA de Saint Dié des Vosges) ;
- 5 représentants des communes non couvertes par un document d'urbanisme (Andolsheim, Ville-sur-Arce, Sainte Barbe, *deux communes en cours de désignation*) ;
- 7 représentants des communes avec documents d'urbanisme (Sierentz, Saint Pouange, Thaon les Vosges, *quatre communes en cours de désignation*) ;
- 1 représentant de chaque département siégeant à titre consultatif ;
- 5 représentants de l'Etat ;
- 2 représentants des agences de l'eau (Agence de l'Eau Rhin Meuse et Agence de l'Eau Seine Normandie) ;
- 1 représentant des Parcs Naturels Régionaux (PNR de la Montagne de Reims) ;
- 1 représentant de la Chambre Régionale du Commerce et de l'Industrie ;
- 1 représentant de la Chambre Régionale de l'Agriculture ;
- 1 représentant de la Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat.

L'avis de la Communauté de Communes Sundgau en tant qu'EPCI compétente en matière d'urbanisme est requis et doit être adressé au Président de la Région Grand Est avant le 20 janvier 2024.

Monsieur Philippe RUFI propose qu'au 1^{er} semestre 2024, une réunion spécifique à ce sujet soit organisée avec le soutien de l'Association des Maires ainsi que la présence d'experts en la matière, afin d'informer l'ensemble des élus de la Communauté de Communes de l'impact de ces changements pour les communes.

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve la composition de la conférence de régionale de gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols telle qu'elle a été définie et présentée par le Président de la Région Grand Est.

22. MODIFICATION DU PLUI DU SECTEUR D'ALTKIRCH : DECISION DE REALISATION D'UNE EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le Président rappelle que par arrêté du 24 août 2023, la Communauté de communes Sundgau a engagé la modification du Plan Local d'Urbanisme intercommunal d'Altkirch (Altkirch, Aspach, Carspach, Heimersdorf, Hirsingue et Hirtzbach). Cette modification a pour objectif de corriger des erreurs de zonage constatées sur le PLUi et de permettre la réalisation de projet d'intérêt général pour certaines communes du périmètre du PLUi.

Le dossier de modification a été soumis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale afin qu'elle en porte examen au cas par cas et qu'elle conclue sur la nécessité pour la CCS de produire une évaluation environnementale sur le projet de modification.

Dans son avis conforme rendu en date du 12 octobre 2023, la MRAE a conclu que le projet de modification du PLUi est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine. De ce fait, la MRAE soumet le projet de modification du PLUi à évaluation environnementale.

Conformément au code de l'urbanisme et notamment de ses articles R.104-33 et R.104-37, il appartient à la Communauté de communes Sundgau de prendre une décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale, selon l'avis de la MRAE.

Les modalités de concertation préalable du public ci-après sont également mises en place dans le but d'associer le public au projet de modification du PLUi du secteur d'Altkirch, conformément à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme. Le dossier de modification du PLUi est consultable en version papier au siège de la Communauté de communes Sundgau à Altkirch. Un registre de concertation est disponible au siège de la Communauté de communes Sundgau à Altkirch dans lequel le public peut venir consigner des observations durant les jours et heures habituelles d'ouverture au public. Le dossier est également consultable en version numérique sur le site internet de la CCS : www.cc-sundgau.fr, et des observations peuvent être formulées par mail à urbanisme@cc-sundgau.fr. Ces observations seront versées au registre de concertation du public et accessible au public.

Monsieur Philippe RUFİ se dit surpris de la manière dont le sujet est abordé. Plusieurs réunions de travail ont eu lieu ces derniers temps concernant le PLUi secteur d'Altkirch - Vallée de Hundsbach afin d'étudier divers scénarios et possibilités d'aménagements. Aujourd'hui, il est proposé des modifications à Altkirch, qui auront certainement un impact à moyen terme sur la Vallée de Hundsbach.

Madame Doris BRUGGER précise que ces modifications ne concernent que l'actuel PLUi d'Altkirch. Toutes les communes ont été concertées avant même de travailler sur le nouveau PLUi secteur d'Altkirch – Vallée de Hundsbach afin de recenser les éventuelles modifications à y apporter. Par manque de temps il n'était pas envisageable d'attendre que le PLUi secteur d'Altkirch – Vallée de Hundsbach se termine pour apporter ces modifications.

Monsieur Philippe RUFİ regrette le manque de communication car dans l'hypothèse où ces changements seront acceptés, ces modifications devront être appliquées à l'ensemble des communes de la Vallée de Hundsbach.

Madame Doris BRUGGER complète en rappelant que ces modifications sont communales et très spécifiques à Altkirch et ne sont en aucun cas transposables aux autres communes.

Monsieur Nicolas JANDER précise que ces modifications portent notamment sur une friche classée en zone économique qu'il convient de classer en zone résidentielle pour permettre la réalisation d'un projet de résidences seniors. Il n'y aura aucune conséquence, ni positive ni négative, sur le PLUi secteur d'Altkirch – Vallée de Hundsbach.

Lors de sa réunion du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, par 65 voix pour, 1 abstention et 0 contre, décide de réaliser une évaluation environnementale sur le projet de modification du PLUi, conformément à l'avis de la MRAE.

Il dit que les modalités de concertation préalable du public sont mises en place conformément à l'article L.302-2 du Code de l'Urbanisme : dossier de modification du PLUi consultable en version papier au siège de la Communauté de Communes Sundgau, registre de concertation disponible aux jours et heures d'ouverture au public du siège de la CC Sundgau, dossier consultable sur le site internet de la CC Sundgau et observations formulables par mail.

23. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL

BUREAU DU 9 NOVEMBRE 2023

DCB-048-2023 Demande de subvention pour une étude de faisabilité de création d'un réseau de chaleur pour des équipements communautaires et le collège à Ferrette. Le Bureau a approuvé le plan de financement suivant pour l'étude de faisabilité pour la création d'un réseau de chaleur biomasse à l'échelle du complexe sportif et éducatif de Ferrette/Vieux Ferrette.

MONTANT SUBVENTIONNABLE	ADEME	CEA	COMMUNAUTE DE COMMUNES
13 045 € HT	9 132 €	1 305 €	2 608 €
	70%	10 %	20%

Il a sollicité l'aide l'ADEME et de la Collectivité Européenne d'Alsace au taux le plus élevé pour le projet susmentionnés. Il a autorisé son Président à signer tous actes se rapportant à cette demande de subvention.

DCB-049-2023 Attribution de l'accord-cadre à bons de commandes pour les réparations urgentes et programmées sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement. Le Bureau a décidé d'attribuer le lot 1 de l'accord-cadre à bons de commande pour les réparations urgentes et programmées sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement à l'entreprise VEOLIA pour une durée d'une année renouvelable deux fois. Il a décidé d'attribuer le lot 2 de l'accord-cadre à bons de commande pour les réparations urgentes et programmées sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement à l'entreprise EN CER pour une durée d'une année renouvelable deux fois. Il a décidé d'attribuer le lot 3 de l'accord-cadre à bons de commande pour les réparations urgentes et programmées sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement à l'entreprise SCLTP pour une durée d'une année renouvelable deux fois. Il a approuvé les termes des marchés à passer à cet effet. Il a autorisé son Président à signer ces marchés et tous actes s'y rapportant.

DCB-050-2023 Attribution de l'accord-cadre à bons de commandes pour les branchements sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement. Le Bureau a décidé d'attribuer le lot 1 de l'accord-cadre à bons de commande pour les branchements sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement à l'entreprise ARKEDIA pour une durée d'une année renouvelable deux fois. Il a décidé d'attribuer le lot 2 de l'accord-cadre à bons de commande pour les branchements sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement à l'entreprise EN CER pour une durée d'une année renouvelable deux fois. Il a décidé d'attribuer le lot 3 de l'accord-cadre à bons de commande pour les branchements sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement à l'entreprise SCLTP pour une durée d'une année renouvelable deux fois. Il a approuvé les termes des marchés à passer à cet effet. Il a autorisé son Président à signer ces marchés et tous actes s'y rapportant.

DCB-051-2023 Conclusion d'un contrat territorial avec Ecomaison pour les jouets. Le Bureau a approuvé les termes du contrat territorial pour les jouets à passer avec Ecomaison, tels que présentés ci-avant par son Président. Il a autorisé son Président à signer cette convention et toutes pièces s'y rapportant.

DCB-051-2023 Conclusion d'un contrat territorial avec Ecomaison pour les articles de bricolage et de jardin (ABJ). Le Bureau a approuvé les termes du contrat territorial pour les articles de bricolage et de jardin à passer avec Ecomaison, tels que présentés ci-avant par son Président. Il a autorisé son Président à signer cette convention et toutes pièces s'y rapportant.

DCB-052-2023 Conclusion d'un nouveau contrat avec l'éco-organisme désigné pour les déchets d'éléments d'ameublement (DEA). Le Bureau a approuvé les termes du contrat territorial pour les Déchets d'Éléments d'Ameublement à passer avec l'éco-organisme qui sera désigné pour notre collectivité, tels que présentés ci-avant par son Président. Il a autorisé son Président à signer cette convention et toutes pièces s'y rapportant.

DCB-054-2023 Signature d'une convention avec ECOLOGIC pour une nouvelle filière à responsabilité élargie du producteur. Le Bureau a approuvé les termes du contrat territorial pour les articles de sport à passer avec ECOLOGIC, tels que présentés ci-avant par son Président. Il a autorisé son Président à signer cette convention et toutes pièces s'y rapportant.

DECISIONS DU PRESIDENT

N°	DATE	OBJET
DCP-011-2023	10/11/2023	Encaissement d'un don de la part de Monsieur REINARD Jimmy
DCP-012-2023	10/11/2023	Encaissement d'un chèque d'indemnisation transmis par Groupama Grand EST SIGMA pour le sinistre concernant le véhicule AK-716-ZM

24. DIVERS

- Communications

Le Président rappelle la date du 16 février 2024 pour le séminaire de la CCS qui se déroulera à Ruederbach et remercie Monsieur le Maire pour la mise à disposition de la salle. A cette occasion, et dans toutes les commissions, chaque Vice-président travaille une actualisation des actions, enjeux et perspectives pour la fin du mandat. Un échange au sujet des projets à mener sera également abordé.

- Démission de Monsieur Stéphane DUBS

Le Président fait part de la démission de Monsieur DUBS de toutes ses fonctions d'élu. Il rappelle son engagement et le travail considérable qu'il a accompli avec, notamment, la création de l'aire d'accueil des gens du voyage à Altkirch.

- Détermination du lieu de la prochaine séance

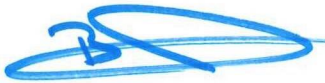
Aux termes de l'article L.5211-11 du CGCT, « l'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres ».

Le Conseil, à l'unanimité, donne mandat au Président pour fixer le lieu de la prochaine séance du Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 21h00.

Altkirch, le 15 décembre 2023

Le Président
Gilles FREMIOT



Monsieur Benoît KENNARD
Directeur Général des Services
Secrétaire de séance

